

**Cérémonie d'ouverture officielle du Forum National sur l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes en milieu rural à Ségou : Discours du Ministre de l'entrepreneuriat national, de l'emploi et de la formation professionnelle**

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

VENDREDI 15 NOVEMBRE 2021

# 973

# Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



**Abdoulaye Diop à Moscou**

## Oui à la Russie, pas de Wagner!



**9<sup>ème</sup> édition des JMP : Plus de contribution des entreprises nationales dans le développement ...**



**1<sup>ère</sup> édition du FOMAH : Vers une mutualisation des efforts des actions humanitaires**



# COVID 19

## CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

**11** Nov.  
2021

## RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

**1032**

Nouveaux cas confirmés

**36**

Nouveaux guéris

**05**

Nouveaux décès

**01**

Au cours des dernières 24 H

**104** malades hospitalisés dans les structures de prise en charge dont  
**13** cas graves en soins intensifs  
**300** suivis à domicile

### Bilan global de la situation du Covid 19

**cas confirmés**

**16 562**

**Guéris**

**14 785**

**Décès**

**582**

dont 853 font l'objet d'un suivi médical



**MALIKILÉ**

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.12



P.16



P.22



## / Une /

Abdoulaye Diop à Moscou : Oui à la Russie, pas de Wagner !

P.4

## / Brèves /

Communiqué de presse à l'occasion de la visite d'amitié et de travail de son excellence monsieur Abdoulaye DIOP, ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale à Moscou

P.10

Terrorisme : La tête d'Iyad mise à prix par Macron

P.10

Réunion annuelle des routes : La 47ème édition ouverte ce jeudi à Bamako

P.11

Mali : Controverse autour du prix du pain au Mali

P.11

Mali : Le gouvernement ratifie un accord de près de 25 millions d'euros relatif au secteur pastoral

P.12

"Je suis en sécurité" : L'ex-otage Sophie Pétronin s'exprime sur son retour au Mali

P.12

## / Actualité /

Cérémonie d'ouverture officielle du Forum National sur l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes en milieu rural à Ségou : Discours du Ministre de l'entrepreneuriat national, de l'emploi et de la formation professionnelle

P.14

GAO : La Police des Nations Unies forme les Forces de sécurité maliennes sur la Police de Proximité

P.16

École de Maintien de la Paix : Un séminaire pour booster l'employabilité des anciens stagiaires

P.17

9ème édition des JMP : Pour plus de contribution des entreprises nationales dans le développement du secteur minier

P.18

1ère édition du FOMAH : Vers une mutualisation des efforts des actions humanitaires

P.19

## / Politique /

Sommet de la CEDEAO d'Accra : Pour le Mali, il y a à lire et à entrevoir

P.20

Pour ou contre les élections à partir de février 2022 : Un jeu d'intérêts arbitré par la CEDEAO !

P.22

## / Culture & société /

Dépôts de transit de Médine et de Lafiabougou : Énième opération d'évacuation des déchets

P.23

## / International /

Afghanistan : La santé publique au bord de l'écroulement

P.24

Mort de Frederik De Klerk : L'homme de la transition vers une Afrique du Sud démocratique

P.25

## / Sport /

Coupe du Monde 2022 : Cinq Cameroun – Côte d'Ivoire mémorables

P.27

## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

**Siège :** Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié [Bamako – Mali]

**Email :** ampikile@gmail.com

**Site Web :** www.malikile.com

**Contacts :** +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :** .....

• **Rédaction Générale :** Karamoko B. Keïta, Moctar Sow, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** .....



## Abdoulaye Diop à Moscou

### Oui à la Russie, pas de Wagner !

**C**omme prévu donc de longue date, le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale du Mali, Abdoulaye Diop est à Moscou pour une visite officielle. Ce déplacement, somme toute normal dans le cadre de relations normales entre deux pays souverains, suscite beaucoup d'intérêt en raison du contexte particulier dans lequel il intervient. En effet, une vive tension

caractérise les relations entre le Mali et la France depuis le fameux discours du 25 septembre du Premier ministre malien Choguel Kokalla Maiga à la tribune des Nations-Unies dans lequel il dénonçait « un abandon en plein vol du Mali » par la France. Allusion était ainsi faite aux annonces françaises sur la reconfiguration de la force française Barkhane dans le Sahel en général et au Mali en particulier

sans concertation avec ses partenaires africains. Par ailleurs le Mali, depuis quelques temps fait l'objet de procès d'intention et de menaces circonstanciées sur un éventuel accord avec le groupe privé Wagner qui devrait déployer sur le sol malien ceux que d'aucuns appellent les mercenaires. Cette éventualité a fait l'objet de tant de commentaires que la visite du ministre Diop ne pouvait qu'attirer les projecteurs.

Lors des discussions entre les deux chefs de diplomatie, le russe Serguei Lavroff a clairement assuré son homologue malien du « soutien tous azimuts » de son pays aux forces de défense et de sécurité du Mali pour les aider à sécuriser leur pays et éviter une plus forte implantation de groupes terroristes « **Nous allons continuer d'apporter notre soutien tous azimuts aux forces armées maliennes via la livraison d'équipements à**

**vocation militaire et la formation d'officiers maliens dans les établissements d'enseignement supérieur de notre ministère de la Défense ».**

Il est à rappeler à cet égard que la coopération militaire entre le Mali et l'URSS hier et la Fédération de Russie aujourd'hui est à la fois vieille et solide. D'ailleurs les deux parties ne manquent aucune occasion de rappeler que plus que toute autre nation, la Russie a formé des militaires maliens et livré au Mali toute sorte d'équipements militaires faisant d'ailleurs, à un moment donné, de l'armée malienne une des plus fortes de la sous-région. Bien évidemment la question de Wagner ne pouvait être éludée. Sur ce point, le ministre Serguei Lavroff a réitéré ses positions antérieures à savoir que l'Etat russe n'a rien à voir avec cette société privée qui reste libre de contracter avec qui elle veut. Comme toute autre société. Surtout que les américains, les britanniques, les français ont créé de nombreuses sociétés de cette nature qui opèrent un peu partout au monde.

Quant à Abdoulaye Diop, il a levé toutes les ambiguïtés qui demeuraient autour de cette affaire « **Pour ce qui concerne la question spécifique de la société de sécurité privée nous avons eu des échanges directs avec nos homologues français. Eux-mêmes ont admis qu'il n'y a aucun acte, aucun contrat signé dans ce cadre. Maintenant il est question de juger le Mali sur la base d'intentions que les autorités maliennes**

**peuvent avoir sur la base de rumeurs ou d'articles de presse qui sont commandités ici ou là sur lesquels nous n'avons pas à répondre. Mais je peux vous dire aujourd'hui qu'il n'en est absolument rien. Ceci s'inscrit aussi dans le cadre d'une campagne de dénigrement des autorités maliennes pour pouvoir nous mettre en mal avec nos voisins, avec la communauté internationale. Mais ce qui est important à retenir c'est que la relation entre le Mali et la Russie est une relation d'Etat à Etat. Et le Mali ne permettra à aucun Etat, ni à aucune institution de lui dire avec qui il peut traiter ».**

■ MOCTAR SOW

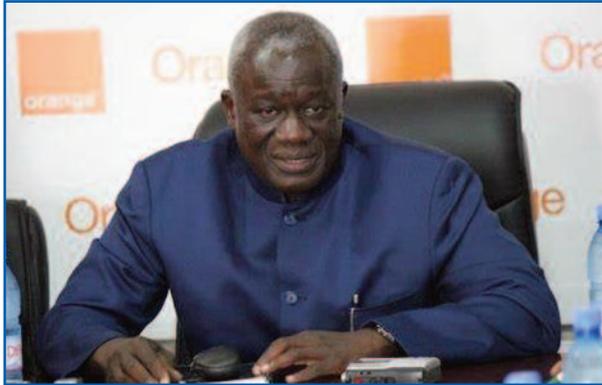


## Salif Tall est avec Fatou Bah.



inalilahi wainalilahi rajiun

Les familles Diarra et Diakité à Ouolofobougou, sont endeuillées ce jour par le décès du Général Baba Diarra, ancien président de la Fédération malienne de football.



## Energie Fm 107.9 est en direct.



Transition-politique: Rencontre entre le premier ministre, Choguel KOKALA MAÏGA et les leaders communautaires des 19 régions du Mali avec en toile de fond les "Assises Nationales de la Refondation" de l'Etat ANR. Cela intervient ce jeudi 11 novembre 2021 au Centre International de Conférence de Bamako CICB.

Transition-politique: Rencontre entre le premier ministre, Choguel KOKALA MAÏGA et les leaders communautaires des 20 régions du Mali plus le district de Bamako avec en toile de fond les "Assises Nationales de la Refondation" de l'Etat ANR. Cela intervient ce jeudi 11 novembre 2021 au Centre International de Conférence de Bamako CICB.



## Financial Afrik



Le groupe de la Bank of Africa a mis à la disposition de la Banque d'investissement et de développement de la Cédéao (BIDC), une ligne de crédit de 40 milliards de FCFA (61 millions d'euros) destinée à soutenir le secteur privé dans les 15 pays membres de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao), notamment dans

les domaines du commerce et de l'industrie.

#Alerte #BankofAfrica #Banqued&#039;investissementetdedéveloppementdelaCédéao(BIDC).

#CommunautééconomiquedesEtatsd&#039;Afriquedel&#039;Ouest(Cédéao) #GeorgeAgyekumDonkor #YoussefIbrahimi



## Ibk ou rien



Hier soir ko Kaou Djim a refusé de recevoir les journalistes chez lui



## Mission d'Appui à la Réconciliation Nationale MARN



Le Chef de la Mission d'Appui à la Réconciliation Nationale MARN accompagné d'une forte délégation effectuée depuis le 09 novembre 2021 une mission de terrain dans la région de Gao dans le cadre de la recherche de la cohésion sociale et le vivre ensemble entre les communautés sédentaires et nomades de Gao . Au cours de son séjour dans la cité des Askia, une cérémonie de remise officielle de distinction à monsieur Alpha Oumar ( Imam et Chef de L'ERAR de Gao) au nom des autorités de la Transition et du ministre de la Réconciliation nationale le Colonel Major Ismaël

WAGUE sera organisé sous l'égide du gouverneur de la région de Gao. La délégation a eu plusieurs rencontres avec les représentants des communautaires des sédentaires, des associations de Jeunes, de femmes avec des visites à des notabilités de la ville de Gao.

#CC\_MARN

Ministère de la Réconciliation, de la Paix et de la Cohésion Nationale



## Jeune Afrique

jeune  
afrique

En discussion avec Vitol, Glencore et Trafigura, entre autres, #Yaoundé s'engage à rembourser plus de 136 millions d'euros de dettes de la Société nationale de raffinage (#Sonara). En attendant de trouver une solution avec deux derniers négociants.



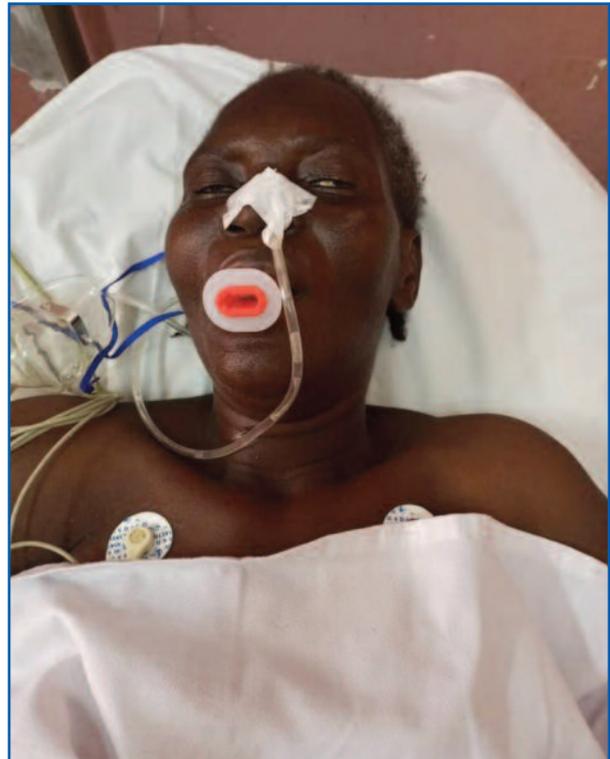
## Seydou Oumar Traoré



Urgent !

Cette dame est aux urgences de l'hôpital du Mali vendredi. Elle a été récupérée très malade par les services de la protection civile dans la cour d'une mosquée à Niamakoro. Sa prise en charge est actuellement assurée par les mé-

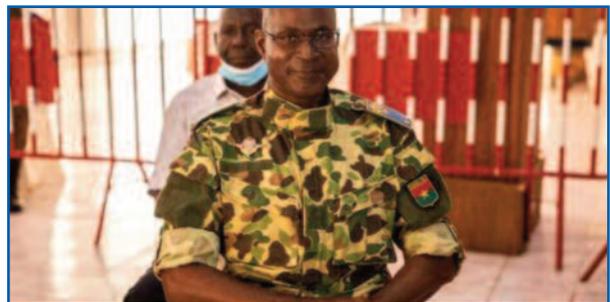
decins de garde mais elle reste dans un coma profond. Prière à toute personne reconnaissant cette personne d'informer ses propres. Source : Hôpital.



## RFI Afrique



Le procès des présumés assassins du président Thomas Sankara et de ses douze collaborateurs se poursuit. Ce mardi 9 novembre, la justice militaire entendra le témoignage du général Gilbert Dienderé. Il était à l'époque le commandant de l'unité qui a mené l'attaque contre Sankara et ses compagnons, le 15 octobre 1987. Ce lundi 8 novembre, la cour a entendu Ninda Tondé dit Pascal, témoin de la fusillade.



## Ammy Baba Cisse



Les mêmes vieux qui ont tout reçu d'IBK, qui ont même refusé son départ, sont devenus des vedettes qui pensent sauver le Mali!

Circuler à Bamako est devenu une partie de plaisir. 3h d'un point A à un point B. Atteindre le C est un honneur.

Bandiougou Dante est devenu un architecte pragmatique à la maison de la presse. La rénovation en marche

## ■ Ministère des Affaires Étrangères - Coop - Int

Koulouba, 11 novembre 2021.

Visite du #MAECI SEM Abdoulaye DIOP à #MOSCOU

Le Ministre des Affaires étrangères de la Fédération de #Russie, SEM Sergueï LAVROV a réaffirmé son appui à la Transition dans le respect de la souveraineté du Mali et dans la recherche d'une solution Malienne.

Bureau de l'Information et de la Presse/MAECI



## ■ Collectif des amis de professeur clément Dembelé



N'oublions jamais que Choguel est et reste le pilier central de la transition. S'il part, la transition va s'effondrer

## ■ Mamadou Ismaila KONATE



Il vous incombe @GoitaAssimi de reprendre la main, avant toutes assises, pour fixer les conditions et le cadre consensuel, favorable au débat sur la durée, les actions d'une fin de transition de reconstruction. Anticipez plutôt que de subir ! #PourLeMaliJeMengage #LeMaliQue-Jaime

## ■ Tal B



Merci pour ce Tableau de Mérite une reconnaissance à ma modeste personne offerte par

Moussa Balla Keita dit Warren G ! Celui même qui ma formé ma donné la chance de monté sur scène pour la première fois



## ■ Housseyne Ag Issa



#Sahel #Burkina Panel 4 : "Partage d'expérience de journalistes d'investigation", avec Mr Aksar Moussa président de la @CENOZO\_Afrique

, qui nous raconte comment il faut pour mieux faire l'investigations, et le célèbre journaliste d'investigation du #Ghana ...



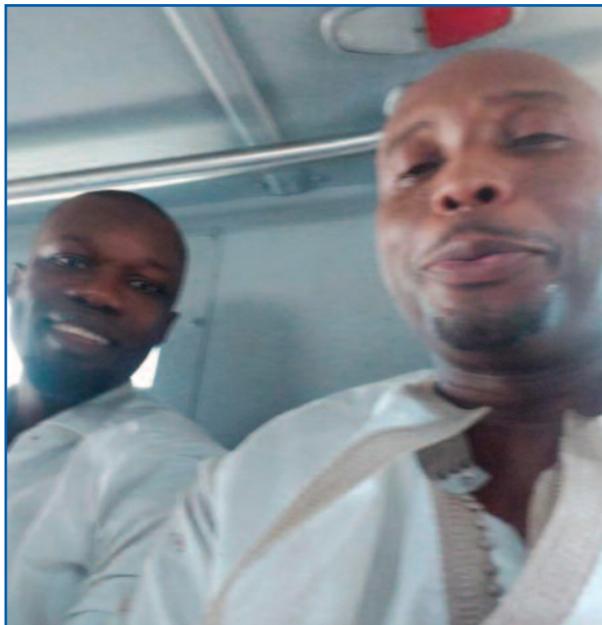
## ■ Tiéoulé Mamadou Konaté



#Mali Dans ce pays, tout le monde prétend aimer la vérité, vouloir la justice, sauf quand celle-ci doit être appliquée à un proche Là, levée de bouclier, même si le proche en question est une vermine amoral, un délinquant financier/politique corrompu. Djamana bé djô tchogo di ?

## ■ Barthélémy Dias

Dans le fourgon de la police avec Gakou et Senko. En route vers "L'ESSENTIEL"



## ■ Chef d'état-major des armées

Avec le PR @EmmanuelMacron et les chefs d'état major pour commémorer l'armistice de 1918. À travers la figure d'Hubert Germain, #hommage honneurs et reconnaissance, à tous les militaires morts pour la France, héros tombés au Champ d'Honneur pour la Patrie.



## ■ Primature du Mali



Le Premier ministre clôt le 5e Conseil d'administration extraordinaire de l'AGEFAU

La 5e session extraordinaire du Conseil d'administration de l'Agence de Gestion du Fonds d'Accès Universel (AGEFAU) s'est poursuivie, ce jeudi 11 novembre 2021, sous la présidence de M.Choguel Kokalla Maïga, Premier ministre, Chef du Gouvernement. Pour rappel, le conseil d'administration a examiné le projet de désenclavement et de renforcement des moyens de communication pour le ministère de la Défense, et du projet d'accès aux services de télécommunications des collectivités territoriales.



Le secrétaire exécutif du CILSS reçu à la Primature

Le Premier ministre, Chef du Gouvernement, M.Choguel Kokalla Maïga a reçu, ce mardi 9 novembre 2021, le directeur exécutif du Comité inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS), Dr.Abdoulaye Mohamadou.

Au menu des échanges entre les deux personnalités le point sur les différents dossiers du CILSS et les perspectives de l'organisation. Le Premier ministre a félicité le nouveau secrétaire exécutif du CILSS pour sa désignation à la tête de l'organisation. M.Maïga lui a également assuré du soutien du Mali pour la réussite de sa mission à la tête du CILSS.

Dr.Abdoulaye Mohamadou a remercié le Chef du Gouvernement pour le soutien constant que le Mali apporte à l'organisation.

CCRP/Primature



## Communiqué de presse à l'occasion de la visite d'amitié et de travail de son excellence monsieur Abdoulaye DIOP, ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale à Moscou



**A** l'invitation de Son Excellence Monsieur Sergueï LAVROV, Ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Son Excellence Monsieur Abdoulaye DIOP, accompagné d'une délégation, a effectué une visite d'amitié et de travail à Moscou, du 10 au 12 novembre 2021.

Au cours de cette visite, le Ministre DIOP a eu un entretien en tête-à-tête avec son homologue russe. Les deux Ministres ont eu une séance de travail élargie aux deux délégations et animé une conférence de presse. Au cours de l'entretien, le Ministre a remis un message personnel de Son Excellence le Colonel Assimi GOÏTA, Président de la Transition, Chef de l'Etat, destiné au Président de la Fédération de Russie, Son Excellence Monsieur Vladimir POUTINE.

Lors des échanges entre les délégations, les deux Ministres se sont félicités de l'excellence des relations d'amitié et de coopération qui ont toujours existé entre les deux pays et ont exprimé leur volonté de les renforcer davantage notamment dans le domaine de la sécurité et de la coopération économique et culturelle. Ils se sont également réjouis de la convergence de vues au sein des instances internationales sur les questions de paix, de sécurité et de stabilité dans le monde.

Le Ministre Diop a souligné le grand intérêt que le Mali porte au partenariat historique et stratégique avec la Russie, un partenariat exemplaire et une réussite de coopération bilatérale dans la relation Russie-Afrique. Il a également exprimé toute la gratitude du peuple malien et des autorités de la Transition au Gouvernement de la Russie pour ses multiples interventions dans divers domaines du développement socio-économique du Mali et pour son soutien constant, y compris dans les moments difficiles de son histoire.

La Partie russe a réaffirmé son appui et son accompagnement de la Transition dans le respect de la souveraineté du Mali ainsi que dans la recherche d'une solution malienne. Le Ministre DIOP a salué l'engagement constant de la Fédération de Russie en faveur de la paix et de la

## Terrorisme : La tête d'Iyad mise à prix par Macron



**F**aire d'une pierre, deux coups : se réconcilier, d'une part, avec le peuple malien qui a fait appel au Groupe Wagner pour lutter contre le terrorisme et le banditisme résiduel. Et, d'autre part, relever sa cote de popularité en berne dans les sondages. Et ce, à quelque cinq petits mois de l'élection présidentielle. Voici le double objectif visé par le président français à travers la traque d'Iyad Ag Ghali.

Placé sous la protection des services de renseignements algériens, le chef du GSIM est traqué, depuis quelques jours, dans le Sahara malien par Barkhane et les éléments de la DGSE.

Face au flop, pour le moins, magistral de Barkhane, au Mali depuis huit ans, sans résultat, le président français entend redorer son blason auprès des peuples malien et français, en s'offrant sur un plateau d'argent « la barbe d'Iyad », pardon sa tête.

Selon un journal algérien, l'émir du GSIM avait reçu, la semaine dernière, la visite du chef des services de renseignements algériens, près de Tin-zawaten, dans la région de Kidal. Leurs discussions, toujours selon le même journal, ont duré plus de quatre heures d'horloge. Mieux, ajoute notre confrère, Iyad Ag Ghali avait reçu de la part des services de renseignements algériens, la promesse de leur protection ; mais aussi, de moyens matériels et financiers pour continuer à répandre la mort sur son passage.

O. Babi / Source : Canard déchaîne

stabilité au Mali et dans la région du Sahel.

Les entretiens, qui se sont déroulés dans une atmosphère empreinte d'amitié et de compréhension mutuelle, ont permis aux deux parties d'échanger sur les voies et moyens d'approfondir et de diversifier leur partenariat stratégique dans les domaines politique, économique et sécuritaire.

Le Ministre a rencontré les représentants de la Communauté malienne et les Ambassadeurs des pays africains accrédités auprès de la Fédération de Russie. Au cours des échanges, il a fait le point des questions d'actualité au Mali, notamment la sécurisation du pays, la tenue des Assises nationales de la Refondation, l'adoption de réformes politiques et institutionnelles, l'organisation d'élections crédibles, transparentes et apaisées, le processus de mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger.

Moscou, le 11 novembre 2021

## Réunion annuelle des routes : La 47<sup>ème</sup> édition ouverte ce jeudi à Bamako



L'édification 2021 de la Réunion annuelle des services de routes s'est ouverte ce jeudi à Bamako pour trois jours, du 11 au 13 novembre. Placée sous l'égide du Ministère des Transports et des Infrastructures, à travers la Direction Générale des Routes, les participants échangent sur plusieurs axes à l'instar du désenclavement qui est un véritable pilier de développement. L'objectif de cette rencontre est de faire le point 2021, de présenter les difficultés et de fournir un rapport avec des recommandations à prendre en compte pour 2022. En ce qui concerne l'état des routes dans notre pays, le constat est le même en 2021: le vieillissement de ces infrastructures qui se traduit par la dégradation des routes, l'insuffisance ou le manque d'entretien, entre autres facteurs énumérés par le Maire de la Commune VI du District de Bamako, Alkassoum Maiga.

Le ministre des Transports et des Infrastructures, Mme Dembelé Madina Sissoko, a insisté sur le fait que la pluviométrie abondante a non seulement accentué la dégradation des routes, mais elle a aussi « impacté l'exécution du programme d'entretien routier 2021 et exacerbé les difficultés de l'entretien routier, qui sont d'ordre technique, financier, institutionnel et social ». Il s'agit notamment de la vétusté des routes, qui au départ ont des durées de vie qui s'étalent de 10 à 15 ans, conçues avec des revêtements en enrobé et actuellement en béton bitumé, les atteintes au réseau routier dues aux installations et opérations des concessionnaires et opérateurs d'eau, d'électricité et de télécommunication... L'insuffisance des ressources mises à disposition qui couvrent à peine 20% des besoins exprimés ; la mauvaise planification des travaux d'entretien routier ; la non-application du règlement 14 de l'UEMOA sur la surcharge routière.

A ce sujet, le Ministère compte sur les différents acteurs du secteur routier pour veiller sur la mise en application du règlement 14 dès le 15 novembre 2021. A côté de ces désagréments s'ajoute l'incivisme et l'occupation anarchique de la voie publique par des riverains et des commerçants, obstruant les voies de drainage des eaux, suite, à l'accumulation des déchets solides et plastiques.

Cette 47<sup>ème</sup> édition de la réunion annuelle des routes est une occasion d'énumérer les différents constats, de proposer les différentes pistes de solutions et de relever toutes les entraves à l'exécution du programme annuel routier. Les partenaires techniques qui accompagnent le Mali dans la réalisation des infrastructures routières, représentés par Yagué Tyoro, encouragent la lutte contre la surcharge et attendent avec hâte les conclusions de cette rencontre annuelle.

Idelette Bissuu / Source : Journal du Mali

## Mali : Controverse autour du prix du pain au Mali



Des boulangers maliens ont décidé d'observer, mercredi, un arrêt de travail jusqu'à ce que la baguette de 300 g soit vendue au consommateur à 300 FCFA au lieu de 250 FCFA exigé par le gouvernement.

Cette décision des boulangers, à la suite d'une assemblée générale, mardi après-midi, à la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali, a obligé, beaucoup de Bamakois à prendre leur petit déjeuner sans le pain. Dans la plupart des boutiques et des boulangeries de la capitale, ce produit très consommé n'était pas disponible.

«A partir de ce matin (Ndlr, mercredi), nos portes restent fermées parce que nous sommes dans l'impossibilité de produire le pain. On ne peut pas acheter un sac de farine à 21.000 FCFA pour faire des baguettes de pain qui seront vendues à 250 FCFA. Ce sera une perte pour nous», a expliqué le président de l'Union des boulangers du Mali, Ahmed Dembélé. Et de préciser : «Nous ne sommes pas en grève, nous sommes en arrêt de travail. Nous sommes une entreprise et nous ne pouvons travailler à perte».

M. Dembélé a invité le gouvernement à négocier avec l'ensemble des boulangers afin de parvenir à un compromis profitable à toutes les parties. Lors de sa rencontre, le mardi dernier, avec les acteurs du secteur, le ministre de l'Industrie et du Commerce, Mahmoud Ould Mohamed, constatant les désagréments causés par la grève sauvage des boulangers la semaine dernière, a clairement indiqué que le prix du pain «reste inchangé».

Contacté par nos soins, un responsable dira que la position du Ministère n'a pas varié. Il a tenu à préciser qu'aucune augmentation du prix du pain par les boulangers n'est envisageable.

Même fermeté du côté de la Direction Générale du Commerce et de la Concurrence, chargée de veiller au respect strict des mesures gouvernementales en la matière. Le Directeur Général de la DGCC, Boukadary Doumbia, que nous avons pu contacter, a précisé que certaines boulangeries continuent à travailler.

«Ce qui importe, c'est le maintien des prix du pain et nous avons pris des dispositions pour cela. En effet, nous avons mis en place des brigades de surveillance qui sillonnent la ville», a-t-il expliqué, ajoutant que l'Etat ne peut pas obliger «les gens à travailler». Allusion faite aux boulangers qui sont en arrêt de travail.

Le Directeur Général du Commerce et de la Concurrence espère que ces derniers reviendront vite à de meilleurs sentiments.

FC/MD / Source : (AMAP)

**Mali : Le gouvernement ratifie un accord de près de 25 millions d'euros relatif au secteur pastoral**



Le Conseil des ministres du Mali a procédé, le mercredi 10 novembre, à l'adoption des projets de textes relatifs à la ratification d'un accord de financement signé le 21 septembre dernier à Bamako avec l'Association Internationale de Développement (IDA), relatif à la phase II du Projet régional d'appui au pastoralisme au Sahel. Par cet accord, IDA accorde un financement de 24,8 millions d'euros au pays.

« Ce financement est destiné à appuyer les efforts du gouvernement de la République du Mali en vue de promouvoir le secteur pastoral, d'améliorer la résilience des pasteurs et agro-pasteurs dans les zones ciblées et de favoriser le développement socio-économique du pays », souligne le communiqué du Conseil des ministres. Le secteur est confronté à plusieurs difficultés qui ne cessent d'accroître. Depuis 2012, les animaux dans la région inondable du Delta intérieur du Niger sont susceptibles de mourir en cas d'inondation, note le Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires des Nations Unies (OCHA-Mali) dans un rapport. « Chaque année, des ONG évoluant dans la protection du secteur du pastoralisme récupèrent des milliers de carcasses d'animaux qui étaient trop faibles pour s'éloigner des lacs et des plaines inondables de la région du delta du Mali », relève l'organisation. Notons que des centaines de pasteurs originaires de la région de Mopti, dans le centre du Mali, sont pris entre les plaines inondables du sud et les islamistes et rebelles qui occupent le nord du pays.

Source : Financial Afrik

**“Je suis en sécurité” : L'ex-otage Sophie pétronin s'exprime sur son retour au Mali**



Dans une interview pour BFMTV, la septuagénaire rassure notamment sur ses conditions de vie au Mali. “Il est où le problème ?” Après les polémiques sur son retour au Mali, l'ancienne otage Sophie Pétronin s'est expliquée dans une interview pour BFMTV, diffusée jeudi 11 novembre. La Franco-suisse a notamment tenu à rassurer sur ses conditions de vie : “Là où je suis, je suis en sécurité, bien gardée, bien protégée, bien nourrie. Je mange bien, je bois bien, je dors bien. J'ai pas de problème.” Sophie Pétronin est repartie en mars s'installer au Mali, quelques mois après avoir été libérée des djihadistes qui la détenaient captive depuis quatre ans.

La France c'est la France, avec ses qualités et ses défauts, ses forces et ses faiblesses. Par contre le Mali est resté et dieu merci”, ajoute la septuagénaire. L'exécutif français avait déploré ce retour au Mali, dénonçant par la voix de son porte-parole Gabriel Attal une “forme d'irresponsabilité” vis-à-vis de “sa sécurité” mais aussi “de la sécurité de nos militaires”.

Dans ce document, elle répond aussi aux rumeurs qui évoquent une conversion à l'islam durant sa détention. “Tout le monde a proclamé que j'avais été convertie (...) Moi je n'ai jamais été convertie, ok ? Depuis 2002, au moment où ma fille est née, j'ai commencé à apprendre l'islam”, affirme-t-elle. “Il est où le problème de ma conversion ? Je n'ai jamais été convertie de ma vie. Même pendant les quatre ans de captivité”, ajoute-t-elle.

Source : Franceinfo

**malikile.com**  
 La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services !

MIGRATION IRREGULIERE : 48 MALIENS PERISSENT EN MER



# Le champ d'application de la Loi n°2014-015 du 27 mai 2014

portant prévention et répression de l'enrichissement illicite  
s'étend à tous les agents publics sans exception

**Article 2:** Au sens de la présente loi, constitue un enrichissement illicite : soit l'augmentation substantielle du patrimoine de toute personne, visée à l'article 3 ci-après que celui-ci ne peut justifier par rapport à ses revenus légitimes, soit un train de vie menée par cette personne sans rapport avec ses revenus légitimes.

**Article 3:** Sont assujettis à la présente loi, toute personne physique civile ou militaire, dépositaire de l'autorité publique, chargée de service public même occasionnellement, ou investie d'un mandat électif ; tout agent ou employé de l'Etat, des collectivités publiques, des sociétés et entreprises d'Etat des établissements publics, des organismes coopératifs, unions, associations ou fédérations desdits organismes, des associations reconnues d'utilité publique, des ordres professionnels, des organismes à caractère industriel ou commercial dont l'Etat ou une collectivité publique détient une fraction du capital social, et de manière générale, toute personne agissant au nom ou pour le compte de la puissance publique et/ou avec les moyens ou les ressources de celle-ci.

Les dispositions de la présente loi sont aussi applicables à toute personne morale qui a participé à la commission de l'infraction.



# Cérémonie d'ouverture officielle du Forum National sur l'entreprenariat des jeunes et des femmes en milieu rural à Ségou : Discours du Ministre de l'entreprenariat national, de l'emploi et de la formation professionnelle



**D**epuis une quinzaine d'années l'Etat malien a matérialisé différentes politiques et stratégies développement en milieu rural, à travers l'initiation et la mise en œuvre de plusieurs projets de développement ; Les Organisations Non Gouvernementales, les Organisations Professionnelles Paysannes, le Secteur Privé et les Agences de l'Etat, spécifiquement celles rattachées au Ministère de l'Entrepreneuriat National, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle ont également œuvré dans le même sens ; dans le même esprit ,avec le même objectif : contribuer à la promotion de l'emploi rural .

Toutes ces démarches soutenues par l'appui des partenaires qui accompagnent le pays dans le processus de mise en œuvre des politiques et stratégies ont été couronnées de

succès et d'échecs.

Aujourd'hui, malgré ces efforts, le constat sur le terrain est saisissant :

- Les jeunes restent confrontés à des difficultés d'accès sécurisé à la terre, au financement, aux marchés, aux technologies et aux compétences pratiques ;
- La perception des jeunes, de l'agriculture comme « une carrière peu attrayante, caractérisée par un travail acharné, pénible avec de longues heures de labeur, une mauvaise rémunération et une faible reconnaissance sociale » reste une réalité ;
- Le changement climatique, l'avancée du désert et l'appauvrissement des terres, aidant l'utilisation abusive des fertilisants chimiques, et d'autres pratiques néfastes sont devenues des pratiques courantes ;

- La transformation des produits agricoles ; levier essentiel pour améliorer les revenus des populations rurales, créer la valeur ajoutée et créer des emplois reste timide.

Mesdames et Messieurs

Honorables Invités ;

Les informations qui nous parviennent aujourd'hui des zones de production nous indiquent que les récoltes des céréales toutes catégorie confondue seront cette année certainement en deçà des espérances des populations. Cette situation déplorable tarade l'esprit des hommes, des femmes, des jeunes et du citoyen tout court. Ainsi dans les villages, les marches, les rues les citoyens anxieux commencent à se poser des questions :

- Que faire ?

- Comment arriver à tenir d'ici la prochaine récolte ?

Mesdames et Messieurs

Ces questions répondent en écho à celles que le Forum d'aujourd'hui doit, entre autres se poser, qui sont :

- Quelles sont les difficultés/contraintes liées à la promotion de l'entreprenariat rural, et à l'insertion des jeunes et des femmes dans les activités rurales ?

- Quels dispositifs, démarches et approches existants pour une meilleure promotion de l'entreprenariat rural ; pour un meilleur renforcement des capacités des jeunes et des femmes en ingénierie de l'entreprenariat en milieu rural ?

- Comment orienter les jeunes et les femmes vers les opportunités dans les chaînes de valeur du domaine agro-sylvo-pastoral pour maximiser leur chance d'accès à un emploi en milieu rural ?

- Quelles sont les mesures qui peuvent contribuer à la création des petites unités modernes de transformation des produits agricoles ?

- Quelles sont les conditions et mesures pouvant faciliter l'accès au foncier agricole sécurisé pour les jeunes et les femmes ?

Pour dire tout simplement Mesdames et Messieurs que le chantier de la réflexion est vaste et doit intégrer tout le travail de réflexion et de production intellectuelle effectuée en amont par le gouvernement. Il s'agit de

- Du principal document d'orientation en matière agricole qu'est la loi n° 06-40/AN-RM portant loi d'orientation agricole au Mali.

Cette loi a pour but de promouvoir une agriculture durable, moderne et compétitive reposant prioritairement sur les exploitations familiales agricoles reconnues, sécurisées, à travers la valorisation maximale du potentiel agroécologique et des savoir-faire agricoles du pays et la création d'un environnement propice au développement d'un secteur agricole structuré .

Ainsi, en vertu de cette loi, « L'Etat privilégie l'installation des jeunes, des femmes et des groupes vulnérables comme exploitants agricoles, notamment en favorisant leur accès aux facteurs de production et par des mécanismes d'appuis techniques ou financiers particuliers».

- La Politique nationale de l'Emploi dont l'objectif principal est de contribuer à l'accroissement des opportunités d'emplois décents particulièrement en milieu rural ;

- La Politique nationale de Formation professionnelle, qui accorde une place importante à la formation agricole comme moyen d'améliorer la productivité et faciliter l'insertion socioéconomique des actifs du secteur agricole. Et enfin la volonté du département de l'Entreprenariat National, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de promouvoir la digitalisation dans le secteur de la formation

professionnelle et de l'emploi.

• Mesdames et Messieurs

• Honorables Invités ;

Les échanges et les débats qui se tiendront durant les trois jours de réflexion que nous vous proposons à travers ce Forum se feront sans nul à l'aune de vos pratiques et de vos expériences. Ainsi les réponses aux questions soulevées plus haut au début de ce discours contribueront à faire de l'entreprenariat en milieu rural une réalité en construisant une véritable convergence des politiques de l'emploi, des politiques agricoles ainsi que celles de l'éducation et de la formation.

Pour terminer, je remercie les plus hautes autorités ; le Président de la transition, son excellence le Colonel Assimi Goita et le premier Ministre Chef du gouvernement pour avoir permis la tenue de ce forum, activité inscrite dans le plan d'action gouvernemental de la transition.

Je remercie également le Gouverneur de la région de Ségou et tout son staff pour l'accueil chaleureux qui a été réservé à ma délégation. Enfin je remercie toutes les personnes qui de loin ou de près ont contribué à la réussite de cet événement.

Sur ces mots, je déclare ouverts les travaux du Forum national sur l'entreprenariat des jeunes et des femmes en milieu rural.

Je vous remercie de votre aimable attention.

Ségou, le 11 novembre 2021



## GAO : La Police des Nations Unies forme les Forces de sécurité maliennes sur la Police de Proximité

Une formation sur le concept de la police de proximité et les techniques de sa mise en œuvre dans la région de Gao au profit de huit membres des Forces de sécurité maliennes a eu lieu du 1er au 05 novembre dernier à Gao. Elle a été organisée par la section formation de la Police des Nations Unies (UNPOL).



**D**u 1er au 05 novembre dernier, s'est déroulée à Gao une formation sur le concept et la mise en œuvre des techniques de la police de proximité, dont le but est de rapprocher les Forces de sécurité publique de la population. Cette formation qui s'inscrit dans le cadre du Mandat de la Police des Nations Unies, UNPOL/MINUSMA, a permis de renforcer les capacités des stagiaires dans de nombreux domaines. Il s'agit essentiellement de l'appropriation du concept de la police de proximité, à travers les techniques de communication notamment les différents usages et les fondamentaux d'une bonne communication avec le public, les techniques d'identification, de prévention et de gestion des conflits, ou encore, les techniques de collaboration des forces de sécurité publique avec la population.

Dispensée par l'officier de Police individuel de la MINUSMA Aristide F. AKPO, Conseiller régional en police de proximité à Gao, l'objectif global de la formation est d'aguerrir les sta-

giaires sur cette nouvelle stratégie organisationnelle qu'est la police de proximité censée établir et renforcer le lien de confiance entre les forces de sécurité et la population, afin de parvenir à la coproduction de sécurité. Comme leurs prédécesseurs, les stagiaires récemment formés devront s'investir dans les activités de mise en œuvre de police de proxi-

mité en cours dans la région de Gao. Ils devront également élaborer des plans d'action qu'ils mettront en œuvre sous la supervision de leurs chefs d'unités, afin que l'approche communautaire de ce concept soit érigée en pratique dans toutes les unités opérationnelles de sécurité publique dans la région.

À la fin de ladite formation, l'instructeur nous a confié que les participants ont été assidus. « Je pense que les enseignements donnés ont été assimilés. Les stagiaires étaient très actifs. Les résultats obtenus à la suite de l'évaluation de connaissance m'ont permis de conclure que le message est passé, » a laissé entendre le Commissaire de police Aristide F. AKPO.

« Cette formation m'a appris plusieurs notions sur la police de proximité. Elle m'a permis de savoir les types d'approches pour communiquer et nouer une bonne relation avec la population. Je souhaite que cette formation se pérennise et soit élargie à tous les membres des Forces de sécurité maliennes, » a déclaré le Sergent-chef Dienfa P. DOUMBIA de la Police Nationale.

Le Sergent Aliou MAMADOU de la Garde Nationale a abondé dans le même sens et a ajouté : « je promets de mettre en application ces enseignements ». Les stagiaires ont remercié la MINUSMA pour son appui constant, à travers la contribution de la composante Police, dans le cadre de la professionnalisation et du renforcement de capacités des Forces de Sécurité du Mali.

Source : Bureau de la Communication Stratégique et de l'information publique de la MINUSMA



## École de Maintien de la Paix : Un séminaire pour booster l'employabilité des anciens stagiaires



L'École de Maintien de la Paix Alioune Blondin Bèye (EMP-ABB) organise, du 10 au 12 novembre, le séminaire international des anciens stagiaires et auditeurs de l'établissement appelés en latin «les Alumni» sur le thème: «L'impact des formations de l'EMP-ABB sur les carrières socioprofessionnelles des Alumni : Défis et perspectives ». L'activité vise globalement à créer un espace de concertation formation-emploi pérenne entre les Alumni et surtout entre ceux-ci et les potentiels employeurs.

La cérémonie d'ouverture des travaux, dans les locaux de l'établissement, était présidée par l'Ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne, Dr Dietrich Fritz Reinhold Pohl. C'était en présence du coordinateur du bureau des Alumni, El Ansari Mohamed Ahmad et un parterre de diplomates accrédités dans notre pays.

De façon spécifique, ce séminaire international ambitionne de collecter auprès des anciens stagiaires et auditeurs des données permettant de mesurer l'impact des formations sur leurs carrières, et de prendre leurs recommandations afin de poursuivre l'optimisation de la qualité des formations de l'Établissement. Autre objectif poursuivi, c'est de produire un plan de suivi de carrière des anciens pensionnaires de l'École, à travers les canaux et plateformes appropriés.

Au cours des trois jours d'échanges, les participants feront des témoignages sur l'impact des formations et animeront cinq panels, suivis de discussions. Les thématiques retenues sont, entre autres, la « qualité de la formation et des compétences des professeurs du Master du Centre d'Analyse et de Recherche de l'Espace Sahélo-saharien (CARESS) », « l'optimisation de la qualité des formations de l'EMP-ABB face aux nouveaux défis de la consolidation de la paix en Afrique », la « prise en compte du genre dans la sélection des stagiaires et auditeurs ».

Dans son discours de bienvenue, le directeur général de l'EMP-ABB, le colonel Souleymane Sangaré a indiqué que les Alumni appartiennent à cet échantillon de jeunes citoyens actifs, engagés et désireux d'accélérer la transformation du pays et du continent de façon générale. Selon lui, les anciens pensionnaires de l'École disposent des compétences, mais ils ont besoin de soutien et d'accompagnement de la part de l'Établissement et ses partenaires, mais aussi de nos États.

« À l'issue de ce séminaire, nous devrions enfin pouvoir pérenniser l'esprit, les valeurs et les engagements de l'EMP-ABB. Mais aussi capitaliser nos acquis, alimenter les réflexions d'aujourd'hui et de demain sur l'ingénierie de la paix », a espéré l'officier supérieur.

Pour sa part, le coordinateur du bureau des

Alumni a soutenu que dans un environnement complexe, avec des enjeux et défis transversaux en constante évolution, il « nous faut faire preuve de flexibilité, d'ouverture d'esprit, de tolérance et surtout d'inclusivité ». Une approche ou toutes les expertises et bonnes volontés sont les bienvenues, ajoutera El Ansari Mohamed Ahmad. « C'est dans cette démarche, que nous avons pensé et visualisé ce séminaire de trois jours », a-t-il justifié.

L'Ambassadeur d'Allemagne au Mali a rappelé que la relation entre son pays et l'EMP-ABB est un partenariat de longue date, basé sur la confiance mutuelle. Après avoir salué l'initiative du séminaire international, Dr Dietrich Fritz Reinhold Pohl a souligné l'importance des ressources humaines de qualité dans la recherche et la consolidation de paix, qui constituent le but ultime de cette école.

Financé par la République fédérale d'Allemagne Mali, le séminaire regroupe en plus des participants du Mali, les représentants de 14 autres pays d'Afrique que sont: Mauritanie, Guinée, Niger, Côte d'Ivoire, Burundi, RCA, Togo, Sénégal, Cameroun, Gabon, Tchad, Burkina Faso RDC, Bénin. Cette activité s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action 2020-2021 de l'EMP-ABB.

Aboubacar TRAORE

Source : L'ESSOR

## 9<sup>ème</sup> édition des JMP : Pour plus de contribution des entreprises nationales dans le développement du secteur minier



**C**es 9<sup>èmes</sup> journées minières et pétrolières du Mali permettront de faire la promotion des secteurs minier et pétrolier en vue de les intégrer pleinement à l'économie nationale

Les Journées minières et pétrolières du Mali (JMP) se tiendront du 16 au 18 novembre prochain, au Centre international des conférences de Bamako (CICB). En prélude à celles-ci, le ministère des mines, de l'énergie et de l'eau, à travers une commission nationale d'organisation de ces journées, a tenu hier un point de presse. C'était au département de tutelle, avec la présidente de la commission d'organisation, Mme Diarra Binta Traoré.

En organisant la 9<sup>ème</sup> édition de ces journées, le département des mines, de l'énergie et de l'eau s'est fixé certains objectifs spécifiques. Ceux-ci sont : l'information du grand public sur la situation des secteurs minier et pétrolier au Mali, son apport dans l'économie

locale, régionale et nationales, la présentation des axes stratégiques de la nouvelle vision de développement desdits secteurs sur les aspects du contenu local, la facilitation d'insertion des entreprises nationales dans l'industrie minière, à travers la maîtrise de la chaîne de valeur de l'activité, l'amélioration de la cartographie en vue de diversifier les ressources minérales du Mali. Aussi, elles devraient permettre de partager avec les pays participants, les expériences sur le contenu local, d'informer le public sur la tendance de production d'électricité à partir des énergies renouvelables, de mettre en relations d'affaires les différents intervenants du secteur et d'assurer la promotion des énergies renouvelables.

Quant à l'édition de cette année, elle s'organisera autour de quatre (4) principales activités qui sont la conférence suivi des débats, la foire d'exposition, le salon de partenariat et la visite de site.

Il est rappelé que les retombées obtenues à partir de l'or font de ce métal précieux, le premier produit d'exportation du Mali. Parce que, l'apport des sociétés minières au budget de l'État était estimé à plus de 403 milliards de nos francs en 2019, soit 10% du PIB. Aussi, les ressources générées en termes d'économie ont fait du secteur minier, l'un des plus déterminants au Mali. Avec 14 grandes mines et plusieurs petites, notre pays est classé 3<sup>ème</sup> producteur d'or africain, avec une moyenne annuelle de 60 tonnes.

Nonobstant cela, l'impact industrielle datant de 1984, est timidement visible sur les secteurs économiques. De même, il ne se ressent pas sur les infrastructures. A cela, s'ajoute la non-participation des entreprises nationales à la chaîne de valeur de l'industrie minière.

Ki-Zerbo

# 1<sup>ère</sup> édition du FOMAH : Vers une mutualisation des efforts des actions humanitaires

**L**e ministre délégué chargé de l'action humanitaire, de la solidarité, des réfugiés et des déplacés, Oumarou Diarra, a procédé, le jeudi 11 novembre 2021, au lancement de la 1<sup>ère</sup> édition forum malien des acteurs humanitaires (FOMAH). Objectif : favoriser les échanges entre les acteurs humanitaires et internationaux à travers une meilleure coordination des activités sur le terrain.

La 1<sup>ère</sup> édition du Fomah se veut être le point de départ d'une nouvelle façon de travailler pour le monde humanitaire malien. Le forum est occasion d'harmoniser les actions de l'association humanitaire et à travers ce forum mettre en place une coordination des acteurs humanitaires. Il est vrai qu'il existe des initiatives similaires. Cependant, les organisateurs espèrent que ce forum donnera un nouveau souffle à cette volonté d'union des acteurs humanitaires. Cet événement constitue l'aboutissement d'un travail collectif entrepris depuis 2019.

Pour le président du comité de pilotage, Cheich Sissoko, pour la première fois les acteurs humanitaires locaux ont décidé de se mettre ensemble, de se donner la main pour jouer pleinement leur partition dans l'édification du nouveau Mali en proposant des solutions locales à nos problèmes locaux. « Au moment précis où notre pays est confronté à des enjeux existentiels nous ne pouvons qu'avoir une pensée pieuse et émue pour nos parents du nord et du centre qui vivent une crise sécuritaire sans précédent qui se traduit par une vive crise humanitaire. Ces crises qui interpellent la conscience collective sur l'urgence d'apporter le maximum d'aide en vivres et non vivres afin de les soulager et de leur permettre de vivre décemment », a-t-il précisé.

Dans la même dynamique, il indiquera qu'aujourd'hui plus qu'hier, alors qu'il doit jouer un rôle central, le monde humanitaire local malien souffre. Il souffre de manque de crédibilité auprès des partenaires techniques et financiers et de soutien de leur part. Et cela, nous le reconnaissons, s'explique par notre manque d'organisation interne, par les lacunes que nous avons concernant la redevabilité vis-à-



vis des bailleurs et par manque de professionnalisme parfois. Cependant, certaines organisations locales arrivent à tirer leur épingle du jeu et à nous honorer tous. « Cette tribune, me donne l'occasion, au nom de tous, de faire un vibrant plaidoyer pour que vous puissiez soutenir pleinement la présente initiative qui permettra d'accroître la confiance entre nous maliens d'une part et entre les maliens et les partenaires techniques et financiers d'autre part pour permettre une plus grande efficacité des actions sur le terrain. Nous ne souhaitons pas nous substituer à l'État, mais parfois, disons-le, nous faisons mieux que l'État et aujourd'hui nous sommes les seuls à atteindre des zones où l'accès est difficile, voire impossible par les services de l'État », a-t-il soutenu.

Pour le ministre délégué chargé de l'action humanitaire, de la solidarité, des réfugiés et des déplacés, Oumarou Diarra « Dans le contexte particulier que traverse notre pays, il urge une mobilisation de toutes les forces vives de la nation autour de nos précieux biens communs qu'est le Mali. Mon département en charge de l'action humanitaire, de la solidarité des réfugiés et des déplacés sous la tutelle du ministère de la santé et du développement social a inscrit ses actions en droite ligne du cap fixé par le PAG du premier ministre Dr Choguel Kokalla Maïga sous les directives du chef de l'Etat le colonel Assimi Goïta. Ces actions n'ont pour but que d'apporter une assistance aux couches les plus défavorisées singulièrement les réfugiés et les déplacés. Le concept humanitaire ajouté à l'intitulé du département

est une indication claire et une volonté forte des plus hautes autorités à étendre et fédérer les efforts du gouvernement et de tous ces partenaires nationaux et internationaux vers l'assistance et la prise en charge des devenus dont le besoin d'assistance ne cesse d'accroître de jour en jour.

Le Mali traverse une situation difficile et unique en son genre caractérisée par une crise multidimensionnelle à cela s'ajoute la crise sanitaire. Ce qui doit favoriser la mobilisation et l'intervention des associations et ONG humanitaires en termes d'assistance alimentaire, sanitaire et de protection. Il urge aujourd'hui d'aller vers une synergie d'action sur le terrain à travers une coordination des acteurs humanitaires avec l'accompagnement des plus hautes autorités du pays. « Le forum malien des acteurs humanitaires est une opportunité qui regroupe en son sein beaucoup d'associations et ONG humanitaires nationales et internationales. Pour permettre d'atteindre une plus grande cible afin de répondre aux besoins humanitaires de ces couches défavorisées, mes services techniques et moi sont disponibles à accompagner le Fomah pour une meilleure coordination et une harmonisation de l'ensemble des acteurs humanitaires en une seule faitière qui sera à même de service d'interface entre le département et les acteurs humanitaires », a-t-il laissé entendre avant de déclarer, ouverts les travaux de la 1<sup>ère</sup> édition du Fomah.

■ Ibrahim Sanogo

# Sommet de la CEDEAO d'Accra : Pour le Mali, il y a lire et à entrevoir

« On n'a pas un kit tout près anti-coup d'État. Si vous pensez que c'est cela, la CEDEAO, alors assistez aux débats et aux discussions et vous verrez qu'il n'y a pas un kit pré-disposé anti-coup d'État où : voilà ce qu'on donne pour la Guinée, voilà ce qu'on donne pour le Mali... ! », s'est ainsi exprimé la ministre sénégalaise en charge des Affaires étrangères, en marge d'une réunion préparatoire du Forum international sur la Paix et la Sécurité prévu le mois prochain à Dakar.



C'était aussi et surtout à la veille du sommet de la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) sur la situation en Guinée et au Mali devant se tenir le 7 novembre à Accra. Était-ce prémonitoire des dissensions et contradictions au sein de la première instance de l'Organisation qu'est la conférence des chefs d'Etat ?

Les propos de la cheffe de la diplomatie sénégalaise laissaient entrevoir une certaine tension au sein de l'organisation sur la gestion des crises que traversent les deux pays membres. Et les résolutions du sommet sur le Mali ont abouti à un régime de sanctions ciblées contre les autorités du pays déjà suspendu des

instances. Sanctions à minima pour bien d'observateurs là où beaucoup attendaient une main lourde sur le secteur économique qui installerait l'habituelle psychose de pénurie et de flambée des prix des denrées de première nécessité.

Le 3è sommet extraordinaire de la Conférence des chefs d'Etat a enregistré à Accra la participation de cinq chefs d'Etat sur 15, les absents s'étant fait représenter par soit au niveau vice-président et Premier ministre, soit au niveau ministériel ou encore au niveau ambassadeur. Pour les 5 chefs d'Etat présents, on décompte trois francophones (Côte d'Ivoire, Sénégal, Niger), un seul anglophone, celui du Ghana qui ne peut avancer aucun motif d'ab-

sence au regard de son statut de président en exercice.

Les présidents Muhammadu Buhari du Nigéria, Rock M. C. Kaboré du Burkina Faso et Faure Gnassingbé du Togo sont les grands absents. Le bloc anglophone des présidents de la CEDEAO semble avoir opté pour la politique de la chaise vide avec quatre absents sur cinq, même si la question des agendas personnels peut peser dans la justification. Tout compte fait, cela n'enlève en rien au fait que c'est une majorité de quatre chefs d'Etat francophones sur les cinq présents qui ont discuté sur les cas de deux autres du même bloc sous suspension actuellement.

Passons sur ces considérations pour revenir aux sanctions contre le Mali. Les sanctions ciblées contre les dirigeants maliens sont la nouvelle arme mais on notera qu'aucune liste de personnalités n'est divulguée encore moins un nom pour le moment.

## AU BON SOUVENIR DU «CONTAINEMENT» ?

D'un point de vue géostratégique une mesure parmi celles de ce sommet peut paraître anodine, mais elle mérite d'être analysée à la loupe. Il s'agit de celle édictée dans le premier paragraphe de la section du communiqué final portant sur la situation au Mali, libellé ainsi qu'il suit : «La Conférence reste très préoccupée par la détérioration de la situation sécuritaire au Mali, conséquence des incertitudes politiques accrues dans ce pays. Elle demande aux autorités de la Transition d'accroître leurs efforts pour améliorer cette situation sécuritaire, particulièrement en assurant une présence effective de l'État dans les zones affectées. Dans ce contexte, la Conférence appelle les pays voisins à renforcer la présence sécuritaire le long de leurs frontières avec le Mali et charge la Commission de la CEDEAO d'approfondir les discussions en cours avec la Commission de l'Union Africaine en vue d'améliorer la situation sécuritaire au Sahel».

Que peut-on lire à travers cet appel aux pays voisins de «renforcer la présence sécuritaire le long des frontières avec le Mali» ? Appeler le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso et le Niger à renforcer leur sécurité quand bien même que ces pays ont leurs relations bilatérales et spécifiques avec le Mali, notamment le G5 Sahel pour les deux premiers, relève ou-



vertement d'une approche d'isolement et surtout d'un certain endiguement ou «containement» cher à une doctrine atlantiste prônée lors de la guerre froide. Pour mémoire, selon Wikipédia, « l'endiguement (en anglais : containment) est la stratégie de politique étrangère adoptée par les États-Unis après-guerre.

L'endiguement visait à stopper l'extension de la zone d'influence soviétique au-delà de ses limites atteintes en mars 1947 et à contrer les États susceptibles d'adopter le communisme». Le concept a été développé par l'homme politique et écrivain américain, George F. Kennan. Cela voudrait-il dire en français facile que la CEDEAO entendrait garder l'œil sur le Mali, à ses différentes frontières, de manière à ne pas lui laisser de marge de manœuvre, comme si un envahisseur indéterminé encore venait à pointer à travers le Mali ou par le Mali? Du coup pousser, comme conséquence inattendue, le Mali vers trois pays frontaliers qui ne sont pas concernés par cette mesure, à savoir l'Algérie le grand voisin du Nord-est et la Mauritanie à l'Ouest (tous deux hors CEDEAO) et la Guinée au sud (suspendu comme le Mali). Il faudrait, pour nos autorités, dans une logique de veille et d'observation, et d'un point de vue international, veiller à l'attitude mauritanienne et guinéenne vis-à-vis de cette mesure édictée par l'organisation régionale commune.

Cela va au-delà des termes des textes de la

CEDEAO et mérite de se demander quelle est la véritable lecture à faire au-delà des discours. Qui veut-on réellement «contenir» ? Surtout pas le Mali, engagé dans une lutte longue contre le terrorisme et son corollaire d'insécurité et dont les peuples sont connectés aux peuples des autres pays, au-delà des contingences politiques et diplomatiques. L'unification du peuple allemand en est un exemple édifiant.

Les récentes annonces des autorités maliennes de diversifier les partenariats notamment dans le domaine sécuritaire, semblent réveiller de vieilles rivalités idéologiques dans la sphère des relations internationales et cette mesure susmentionnée du Communiqué final du sommet de la CEDEAO du 7 novembre à Accra nous renvoie en filigrane à ces nouvelles tendances géopolitiques internationales qui se répercutent sur le champ africain et surtout malien.

La CEDEAO est l'une sinon l'organisation régionale de l'Union Africaine la plus forte en termes de résolution des crises politiques, ce dont a largement contribué le Mali par sa diplomatie, mais force est de constater que la crise malienne la met devant d'énormes challenges en termes de résilience face aux dynamiques multiformes actuelles des relations internationales. Des soubresauts qui menacent sa cohésion et l'obligent à une adaptation comme l'a dit la ministre sénégalaise en

charge des Affaires étrangères.

Dans ce contexte international et régional mouvant, il revient aux Maliens de se souvenir qu'en 1990-91, l'Afrique a pris en pleine figure les contrecoups de la chute du Mur de Berlin, au cœur du plus important bouleversement dans les relations internationales après la Seconde Guerre mondiale. En ces temps présents, de nouveaux bouleversements s'opèrent et nos États fragiles, avec leurs organisations régionales encore plus fragiles, tous exposés aux influences extérieures, doivent opérer les bons virages. Le Mali en amorce un, avec des orientations courageuses certes et bien reçues dans l'opinion publique nationale, voire africaine.

Seule l'union sacrée, au-delà des clivages politiques et idéologiques actuellement perceptibles dans le landerneau politique malien, sera l'arme la plus solide pour permettre de passer le cap sans grosse casse. Les querelles politiques de 1991 entre Maliens et les turpitudes des trois décennies qui ont suivi, plutôt que diviser, doivent servir de leçons à la classe politique, à la société civile, pour mettre le pays au-dessus des agendas et de la recherche des mandats, pour le grand bien du peuple malien. Celui là-même pour lequel tout le monde affirme se battre.

Alassane SOULEYMANE, Journaliste  
Source : L'ESSOR

# Pour ou contre les élections à partir de février 2022 : Un jeu d'intérêts arbitré par la CEDEAO !

A quelques mois seulement de la fin de la Transition, les Autorités maliennes ont avoué officiellement leur incapacité à organiser les élections promises et tant attendues à partir de février 2022. Même si toutes les parties prenantes à la charte s'y attendaient, l'annonce a tout de même eu l'effet d'une bombe. Les partis politiques maliens regroupés au sein du « Cadre d'échange des Partis et Regroupements de partis politiques pour une transition réussie », l'actuelle opposition si on peut les qualifier ainsi, se cramponnent sur leur position. Ils réclament des élections à tout prix. La majorité des hommes politiques s'estiment ignorés par un pouvoir dont l'illégitimité avait été, haut et fort décriée par l'actuel PM. Et ils sont convaincus que la place des militaires est aux fronts.



Quant à nos partenaires, ils estiment qu'il n'est pas question de transiger avec cette transition. Elle doit dévoiler le chronogramme des élections et s'apprêter à rendre le tablier. Les maliens eux-mêmes ne s'écoutent plus. Le conflit d'intérêts est évident. Certains apportent leur soutien indéfectible à la junte notamment en raison de sa lutte noble contre le vol et l'impunité. De l'autre côté, on dénonce une chasse aux opposants capables de remporter les futures élections. La cacophonie règne et le boulevard de l'indépendance est pris d'assaut. Le Mali nouveau tremblote dans un brouillard. Il reste à savoir : comment résoudre cette guerre entre politiciens écartés de la gouvernance du pays et les militaires dotés d'un agenda pas assez clair pour tous ? Pendant que la rue gronde, les pro-militaires et les anti-putschistes s'affrontent, la CEDEAO nous livre ses conclusions. Elle s'oppose à toute tentative de prorogation de cette Transition. Et

pour se faire entendre, elle brandit la menace des sanctions contre les Autorités actuelles. Ainsi seront-elles frappées d'interdiction de voyager et de gel des avoirs. La CEDEAO ne manque pas d'étendre cette sanction à leurs familles. Nous sommes donc dans une impasse ! Si la CEDEAO a modéré son courroux, en n'imposant pas d'embargo, qui aurait pu affliger le peuple déjà victime de la spirale de l'inflation et de l'insécurité en tous genres, le bras de fer avec le gouvernement en place : montre que l'organisation veut imposer le retour de l'ordre constitutionnel. Après analyse de cette situation, il apparaît clair que le gouvernement, qui peine à sécuriser le territoire, aurait dû mal à organiser des élections transparentes. Mais il a manqué de stratégie puisqu'il a mal négocié sa charte qui devient la source de tous ses ennuis. Et le respect de cette charte, imposant la date du retour à l'ordre constitutionnel, un principe que toute personne attachée au caractère sacré de

la loi et de la Constitution se doit d'honorer, ne peut être écarté. Et cela est d'autant plus vrai que le Gouvernement est dans l'incapacité de préciser le moment propice, la fin de l'insécurité, pour organiser les élections. Cependant, nous devons faire preuve d'union et dépasser les guerres partisans. Les maliens doivent se rencontrer et s'écouter. À ce propos, il est regrettable que les autorités aient décalé la date des Assises Nationales de la Refondation (ANR). Enfin, le président de la Transition Assimi Goïta, pour éviter un enlisement davantage, peut former un gouvernement d'union nationale, en associant les opposants. Ce gouvernement, parallèlement à la sécurisation du pays, pourrait s'impliquer dans la recherche d'une solution pour un meilleur agenda électoral. Cela pourrait calmer les ardeurs de toutes les parties prenantes.

Dr DOUGOUNÉ Moussa  
Source: Le Pélican

# Dépôts de transit de Médine et de Lafiabougou : Énième opération d'évacuation des déchets

La Mairie du District de Bamako a lancé, le mercredi dernier, une opération d'évacuation des dépôts de transit des ordures de Médina-Coura et de Lafiabougou, en collaboration avec ses partenaires.

Le top départ de cette opération a été donné par Mamadou Sin Traoré, l'un des conseillers du District de Bamako, sur le site du dépôt de transit d'ordures de Médina-Coura, en face du Stade Omnisport Modibo KEITA.

Il avait à ses côtés le Coordinateur des chefs de quartier du District de Bamako, Bamoussa TOURE ; le Directeur général de la Direction des Services Urbains de Voirie et d'Assainissement (DSUVA), Modibo ZERBO ; du Secrétaire général de la Mairie du District, Founè DEMBELE.

Sur ledit site, des tonnes de déchets ont déjà formé une montagne de plusieurs mètres de hauteur. Situé entre deux écoles, l'évacuation de ce dépôt constitue un soulagement pour les usagers de ces deux établissements et les riverains qui souffrent des odeurs nauséabondes que les ordures dégagent.

A cet effet, en souhaitant la bienvenue lors du lancement de cette initiative, Djibril KANTE, au nom du coordinateur des chefs de quartier de Bamako, a indiqué que l'opération est salutaire pour la commune II et l'Etat.

« Les élèves viennent de reprendre les cours. Or, le site est presque contigu à deux établissements. Et, il n'y a pas de développement sans la santé. Il faut que ces élèves qui quittent chez eux sains y retournent sans problème. Alors il n'y a pas de développement quand des enfants contractent des maladies à l'école », a indiqué M. KANTE.

C'est bon d'évacuer, estime-t-il, mais il faut un minimum de suivi. Les précédentes opérations n'ont pas eu de lendemain meilleur faute de suivi, a-t-il regretté.

« Le site est évacué, quelques jours plus tard c'est le débordement. J'ai peur que ce dépôt ne devienne un jour un dépôt final parce que le processus d'évacuation n'est pas régulier », a affirmé le représentant du chef de quartier de Médina Coura, qui estime d'ailleurs que ce dépôt de transit n'est pas vraiment approprié. « Il faut que les responsables trouvent un endroit, mais quand il y a débordement que ça fait moins de désagrément sur la population et pour les élèves. Je pense que l'emplacement du dépôt fait défaut », a déclaré M. KANTE. De son côté, le Secrétaire général de la Mairie du District de Bamako, Founè DEMBELE, a rappelé que l'opération est initiée par la Mairie du District en collaboration avec un opérateur économique du pays. Elle va concerner, affirme-t-il, les sites de dépôts de transit de Médina-Coura et de Lafiabougou.

Selon lui, la Mairie a envisagé cette initiative pour atténuer les difficultés liées à l'assainissement de Bamako. L'élu communal reconnaît que ce domaine pose énormément de problème. « Il y a encore moins d'un mois, ce même site a été évacué. Maintenant, c'est le ras-le-bol », a déclaré M. DEMBELE, qui estime que le problème demeura entier tant qu'il n'y a pas des unités de transformation des déchets. Il est convaincu que sans cette ap-

proche, même les dépôts finaux vont être un jour débordés parce que les sites ne peuvent pas contenir les ordures. « On est en train de travailler à cela, parce que les déchets constituent aussi une source de richesse. C'est de l'or noir », a indiqué le Secrétaire général de la Mairie du District de Bamako.

La transformation des déchets, en plus d'être des sources d'énergie, peut contribuer à la création d'emplois. Outre la création de ces unités de transformation, il pense également qu'il faut aller vers un partenariat avec les privés puisque l'Etat tout comme les collectivités ont montré leur limite dans l'assainissement de la ville. Pour sa part, le Directeur général de la DSUVA précise que la production de déchets à Bamako est estimée à près de 2 000 tonnes par jour.

« Aujourd'hui, c'est Ozone en principe qui devait faire ce travail d'évacuation des ordures comme prévu dans son contrat. Mais la société, à cause des difficultés financières, n'arrive pas à le faire. C'est pourquoi la Mairie a décidé, avec ses partenaires, de mettre en œuvre cette opération. La Mairie ne peut pas rester sans rien faire alors que c'est la rentrée des classes et bientôt ce sont les fêtes de fin d'année », a ajouté M. ZERBO.

Le DG de la DSUVA a profité de l'occasion pour inviter la population au paiement des différentes taxes qui constituent des revenus pour la Mairie du District pour réaliser les projets de développement.

« Si tout le monde payait ses taxes, la mairie serait en mesure, par exemple, de payer l'argent de Ozone afin que la chaîne de collecte des déchets jusqu'à la décharge ne s'interrompe pas », a-t-il souligné.

Après le site de Médina-Coura, la délégation s'est rendue sur celui de Lafiabougou pour la même opération qui est exécutée par le GIE Djoro Sanyaton. Ce GIE a mobilisé une quarantaine de camion pour les travaux.

PAR SIKOU BAH / Source : Info-Matin



## Afghanistan : La santé publique au bord de l'écroulement

À cause de l'arrêt brutal de l'aide au développement en Afghanistan, le système de santé publique est au bord de l'écroulement. Reportage à l'hôpital public Wazir Akbar Khan de Kaboul.

**D**es hôpitaux sans chauffage, ni électricité, des médecins qui ne sont plus payés depuis des mois... Près de 2 300 hôpitaux et cliniques afghans qui dépendaient des financements étrangers sont à bout de souffle. Quelque 17 % d'entre eux seulement sont aujourd'hui pleinement fonctionnels, et plus de la moitié sont à court de médicaments essentiels, selon l'OMS.

D'après la Croix Rouge Internationale, plus de 2 000 structures de santé ont déjà fermé leurs portes lors des trois derniers mois en Afgha-

nistan. À l'hôpital Wazir Akbar Khan de Kaboul, les tiroirs et les placards sont vides. Les patients doivent apporter eux-mêmes les médicaments dont ils ont besoin.

Sur un lit, Roya, la cinquantaine, souffre d'anémie : « Je n'ai pas assez de sang, nous explique-t-elle. En Afghanistan la situation économique est très mauvaise. Si j'avais quelque chose à manger j'irais mieux. »

Pas de salaire ni d'équipement Massoda, l'infirmière qui prend sa tension, ne peut pas lui faire de transfusion sanguine car

la banque de sang est vide. Elle confie travailler dans le plus grand dénuement : « Nous n'avons pas de matériel. Nous n'avons de gants. Je devrais porter des gants pour cette consultation mais nous n'en n'avons pas. »

Les salaires n'ont pas été versés depuis trois mois. Une soixantaine d'employés de l'hôpital ne viennent donc plus travailler.

Le Dr Najeebullah lui reste fidèle au poste : « Nous avons promis et juré que nous aiderons notre peuple. Mon père dit toujours : 'mon fils est devenu médecin pour aider notre peuple'. Je continuerai à travailler avec ou sans salaire.»

L'hôpital WAK dépend, comme 2 300 autres hôpitaux et cliniques afghans, des financements étrangers. Ceux-ci sont toujours gelés depuis la prise du pouvoir par les talibans.

Source : RFI



# Mort de Frederik De Klerk : L'homme de la transition vers une Afrique du Sud démocratique

Le dernier président blanc d'Afrique du Sud, Frederik De Klerk, est mort ce 11 novembre à son domicile de Fresnaye, en banlieue du Cap, d'un cancer des poumons. Il était âgé de 85 ans. De Klerk restera l'homme politique sud-africain qui, dès 1990, entreprendra de démanteler le régime de l'apartheid et encore davantage celui qui fera libérer, après vingt-sept ans de détention, Nelson Mandela.



**Q**uand Frederik Willem De Klerk devient président de l'Afrique du Sud en 1989, ses amis du Parti national sont persuadés que cet homme à poigne va réussir sa mission. Ce qu'il a fait au-delà, bien au-delà de ce qu'on attendait de lui, mais probablement pas là où on l'attendait.

## Afrikaner jusqu'à la moelle

Frederik De Klerk est encore étudiant quand il devient membre du Parti national, dans les années 1950, celui-là même qui a légalisé l'apartheid en 1948. En cela, il ne fait que mettre ses pas dans ceux de sa famille d'origine huguenote, installée en Afrique du Sud dès 1686 et qui s'est illustrée à maintes reprises dans l'histoire afrikaner depuis le grand Trek jusqu'à la deuxième guerre des Boers.

Après des études de droit, il s'installe comme avocat à Vereeniging, dans le sud du Transvaal. Mais le goût de la politique ne le quitte pas et en 1972, à 36 ans, il saute le pas et se pré-

sente aux législatives. La première tentative est la bonne ; il est élu député. Premier mandat pour De Klerk qui deviendra ministre six ans après et le restera sans interruption jusqu'en 1989.

Authentique apparatchik du Parti national, il lui apparaît désormais naturel d'en prendre les rênes. Après s'être opposé à Chris Heunis, Barend du Plessis et Pik Botha, il l'emporte en février 1989. Élu président d'Afrique du Sud quelques mois plus tard, il s'attache à traduire dans les faits le programme réformiste sur lequel le Parti national a remporté les élections anticipées de septembre. À ce moment-là, Nelson Mandala est incarcéré depuis vingt-six ans...

## Coup de tonnerre

Considéré à juste titre comme un conservateur, Frederik De Klerk a parfaitement conscience que son pays ne peut plus poursuivre sa politique de ségrégation comme s'il

était seul dans son monde. En cette toute fin des années 1980, la pression internationale est telle sur le régime qu'il ne peut plus continuer comme si de rien n'était. Les townships sont en révolte quasi permanente, et les sanctions et les boycotts de nombreux pays l'ont convaincu de l'urgence du changement.

De Klerk a choisi de changer la donne. Au Cap le 2 février 1990, alors que le monde entier s'attend à la libération du héros de la lutte anti-apartheid, le président De Klerk surprend en annonçant la levée de l'interdiction qui pesait sur l'African National Congress (ANC), l'ennemi que son parti a toujours combattu, comme sur 30 autres partis politiques dont le Parti communiste. « L'heure des négociations est arrivée », scande-t-il avec force.

Sur sa lancée, il ajoute, entre autres, l'annulation de l'état d'urgence, la suspension de la peine capitale et... la libération immédiate de tous les prisonniers politiques. De Klerk ne s'arrête plus : il promet une modification de «

la Constitution qui garantirait à tous les citoyens des droits, des chances et un traitement égaux ». Une intervention de trente minutes, prononcée devant le Parlement, moitié en anglais et moitié en afrikaans qui allait changer le destin du pays.

### Mandela attendra

Seule une poignée de personnes étaient au courant des intentions de De Klerk ce jour-là, parmi lesquelles Nelson Mandela, qui avait accepté de bonne grâce que l'on reporte de quelques jours sa libération. Les deux hommes s'étaient rencontrés pour la première fois, et en tête à tête, dans le plus grand secret, en décembre au palais présidentiel du Cap. Pour l'occasion, Mandela avait été extrait de sa prison de Robben Island et conduit dans le bureau présidentiel en passant par les garages en sous-sol. Et De Klerk comme Mandela avaient considéré, chacun de leur côté, que l'autre « était un homme avec lequel il pourrait travailler ».

Nelson Mandela est enfin libéré le 11 février 1990 et, dès le mois de mars, les négociations officielles débutent entre l'ANC et le gouvernement, des discussions qui ont été entamées discrètement depuis déjà quatre ans. À partir de là, De Klerk et Mandela, bien qu'ils soient restés des adversaires résolus, exécuteront une partition qui conduira sans trop de heurts l'Afrique du Sud vers une démocratie multira-

chiale. Cela leur vaudra d'ailleurs d'obtenir conjointement le prix Nobel de la paix en 1993. Alors que l'apartheid est aboli officiellement le 30 juin 1991, De Klerk poursuit les négociations jusqu'à l'établissement d'une Constitution provisoire. Les premières élections démocratiques se tiennent en avril 1994 ; Nelson Mandela est élu président par le nouveau Parlement alors que Frederik De Klerk devient vice-président, un second rôle qu'il partage avec Thabo Mbeki. Il démissionne de cette fonction en 1996 et, l'année suivante, met un point final à sa carrière politique en quittant la direction du Parti national qui n'est plus que l'ombre de lui-même.

Un regard ambigu sur l'apartheid

Nelson Mandela a rendu hommage à De Klerk en 2006 « pour avoir évité un bain de sang à l'Afrique du Sud ». À son tour en 2008, De Klerk y allait de son compliment pour souligner chez Mandela « sa discipline, sa persévérance [...] sa sagesse et sa connaissance de l'être humain ». Mais cela ne l'a pas empêché en 2012 de se montrer critique vis-à-vis du héros de la lutte contre l'apartheid en égratignant son image iconique. « Il n'était pas du tout la figure de saint bienveillante si largement représentée aujourd'hui » ; il était même « brutal » et « injuste », avait alors osé Frederik De Klerk, des propos qui avaient alors créé une bruyante polémique.

Sa surprenante discrétion n'avait pas manqué

d'être soulignée lors de l'hospitalisation ultime de Mandela en 2013 alors que les témoignages de sympathie affluaient du monde entier. Finalement, depuis le Gabon, De Klerk avait déclaré que « c'était une personne très, très remarquable ». L'assurant de ses prières, il avait cité « l'héritage fondamentalement important » que laissera Mandela à sa mort. Des propos qui n'avaient pas été diffusés en Afrique du Sud.

Frederik De Klerk laisse ainsi une image controversée d'un président au regard finalement ambigu sur l'apartheid, explique notre correspondant en Afrique du Sud, Romain Chanson. Qualifier ce système de crime contre l'humanité n'était, par exemple, pas de son goût. Son opposition à utiliser ce terme avait ainsi suscité la polémique en 2020 après une interview télévisée, même si l'ancien président reconnaissait que ce régime avait « dévasté la vie de millions de Sud-Africains ».

Une forme de double discours qu'il avait déjà tenu devant la Commission vérité et réconciliation. À l'époque, face à l'archevêque Desmond Tutu, Frédéric De Klerk ne condamne pas le « concept » de l'apartheid, mais les violences commises en son nom.

L'ancien président sud-africain, Frederik de Klerk est décédé jeudi 11 novembre 2021, à l'âge de 85 ans.

Source : RFI





## Coupe du Monde 2022 : Cinq Cameroun - Côte d'Ivoire mémorables

Les équipes du Cameroun et de Côte d'Ivoire s'affrontent le 16 novembre à Douala en qualifications pour la Coupe du monde 2022 (groupe D). Un match potentiellement décisif entre Camerounais et Ivoiriens mais qui est loin d'être le premier choc entre les deux nations. Retour sur cinq confrontations mémorables entre Camerounais et Ivoiriens.

**A**u Soudan, les Camerounais disputent leur première Coupe d'Afrique des nations. Pour leurs grands débuts à la CAN, ils font face à des Ivoiriens emmenés par l'irrésistible Laurent Pokou. Ce dernier, meilleur buteur en 1968 (6 réalisations) et futur meilleur buteur de cette édition 1970 (8 buts), signe d'ailleurs un doublé en première période. Mais Emmanuel Koum lui répond deux fois et Jean-Baptiste N'Doga une fois. Résultat : les Lions indomptables gagnent 3-2. Ils créent donc la sensation face à une sélection ivoirienne qui restait sur une belle 3<sup>e</sup> place. Une performance toutefois sans lendemain puisque la jeune équipe camerounaise est finalement éliminée dès le premier tour, après un revers 2-1 face aux Soudanais.

### CAN 1992, une demi-finale décisive pour les Ivoiriens

Au Sénégal, les Ivoiriens sont en route vers le premier sacre de leur histoire. Mais, hormis un succès 3-0 face à l'Algérie, aucune rencon-

tre n'est facile pour les Éléphants. Et surtout pas leur demi-finale face aux Camerounais. Après 120 minutes de jeu, les deux équipes n'ont pu marquer. La séance de tirs au but vire en revanche à la catastrophe (3-1) pour les Lions indomptables après des ratés de Cyrille Makanaky, de François Omam-Biyik et de Joseph-Antoine Bell. L'équipe de Côte d'Ivoire en remportera ensuite une autre beaucoup plus indécise (11-10) face au Ghana, en finale de cette CAN 1992.

### CAN 2000, des Lions irrésistibles et des Éléphants en cage

Cette fois, ce sont les Camerounais qui vont aller au bout du tournoi. Après un match nul 1-1 face au Ghana (pays co-organisateur), Samuel Eto'o et sa bande malmènent 3-0 la Côte d'Ivoire d'Alain Gouaméné. Patrick M'Boma est également buteur. Éliminés dès le premier tour, les Ivoiriens sont envoyés par le régime de Robert Gueï en stage de redressement dans un camp militaire. Les Lions, eux, remportent

leur troisième trophée continental, à l'issue d'une finale mythique face au Nigeria (2-2 AP, 4-3 TAB).

### 2005, le Cameroun gagne mais la Côte d'Ivoire va au Mondial

Le 4 septembre 2005, une ribambelle de stars est sur la pelouse du stade Félix Houphouët-Boigny, en qualifications pour la Coupe du monde 2006. Parmi celles-ci, deux génies : l'Ivoirien Didier Drogba et le Camerounais Samuel Eto'o. Si le premier met un doublé, c'est bien le deuxième qui a le dernier mot 3-2 (grâce à un triplé d'Achille Webo). Tout du moins pour le moment. En effet, un mois plus tard, la Côte d'Ivoire finit première au classement et se qualifie ainsi pour la Coupe du monde 2006, grâce à un succès 3-1 au Soudan et à un match nul 1-1 du Cameroun face à l'Égypte. Pierre Womé a manqué le penalty du 2-1 et de la qualification, à la dernière minute face aux Égyptiens. Un raté qui vaudra insultes et menaces au malheureux défenseur...

### CAN 2015, un déclin pour la Côte d'Ivoire

En Guinée Equatoriale, Camerounais et Ivoiriens débarquent pleins de doutes. Les Lions indomptables disputent leur première phase finale depuis 2010. Les Ivoiriens, eux, enchaînent les résultats frustrants à la CAN. Pour cette édition 2015, la bande à Hervé Renard s'est en outre qualifiée péniblement après un ultime match nul 0-0 à domicile, face à des Camerounais qui les avaient écrasés 4-1 deux mois plus tôt... Au premier tour de la CAN 2015, les matches nuls s'enchaînent dans un groupe D comprenant également la Guinée et le Mali. Les prestations des Éléphants sont poussives. Heureusement pour eux, la lumière vient de Max-Alain Gradel dont une frappe aussi lointaine que puissante suffit à écarter le Cameroun, lors de leur dernière rencontre. Ce succès 1-0 agit comme un déclin pour l'équipe de Côte d'Ivoire qui sera sacrée quelques jours plus tard, face au Ghana. Pour les Camerounais, cette élimination aussi sera utile : ils seront champions d'Afrique deux ans après, au Gabon.

Source : RFI



## **Bélier (21 mars - 19 avril)**

Uranus en Taureau vous incite à revoir vos priorités et à faire le tri dans ce qui ne vous apporte plus satisfaction au niveau professionnel. Si vous avez su vous libérer de vos chaînes, les transformations à venir auront un goût agréable et positif.

Il est fort possible que des revenus imprévus tombent comme par magie dans votre escarcelle. Ils peuvent venir de votre famille ou de votre conjoint. La Lune noire en trigone au Soleil vous favorise financièrement.



## **Taureau (20 avril - 19 mai)**

Si vous avez le contact facile dans le travail, aujourd'hui vous êtes soupe au lait, ce qui n'arrange rien. Vous mettre des personnes à dos n'est pas la solution appropriée. Trouvez une autre méthode si vous ne voulez pas vous faire des ennemis.

Vous pourriez être très contrarié que ce serait justifié. En effet, vos finances jouent les yo-yo, ce qui n'est pas franchement pour vous plaire. Votre budget est fragilisé, la faute à un abus de dépenses. Vous ne pouvez vous en prendre qu'à vous-même.



## **Gémeaux (20 mai - 21 juin)**

Vous pourriez subir des transformations au sein de votre travail. Quelques désillusions pourraient suivre. Mais cela n'aura pour conséquence qu'une prise de conscience nécessaire pour vous. Donc un mal pour un bien ! C'est positif !

Avec votre Lune en Verseau, des projets à long terme se profilent ! L'achat ou la vente de biens matériels, d'une maison ou d'un appartement. C'est à l'ordre du jour et vous en êtes de plus en plus conscient. C'est le bon moment pour agir.



## **Cancer (21 juin - 21 juillet)**

L'activité n'accorde guère de joie. La routine est pesante et vous recherchez un nouveau poste. Il est possible que vous ayez envie de changer totalement de cap. Une activité commerciale ou pédagogique vous tente. C'est le moment de franchir le cap.

Les moments avec vos proches déclenchent des frais. Vous aimez faire plaisir et le budget fond. Gardez un peu de fonds pour le mois. Des dépenses sont assez raisonnables dans l'ensemble. Vous désirez garder des fonds pour bien gérer votre famille.



## **Lion (22 juillet - 23 août)**

De profondes transformations concernent votre sphère professionnelle. Vous êtes arrivé à une échéance et vous pouvez faire le bilan de vos années passées. C'est le moment de faire de nouveaux projets, en vous servant de votre expérience et de vos acquis.

Les transits actuels peuvent vous pousser à prendre une assurance vie pour protéger vos proches. Vous êtes conscient que des événements peuvent remettre en cause votre stabilité actuelle. Vous pensez également à des produits d'épargne pour vous faire des réserves.



## **Vierge (23 août - 23 septembre)**

Aujourd'hui, la journée est bénéfique dans le travail. Vous pourriez obtenir une promotion, changer de poste, ou prétendre à une augmentation de salaire. Vous profitez d'une bonne énergie, ça vous donne deux fois plus de motivation. Foncez !

Les planètes vous accordent une pause. Vos finances ne sont ni dans le rouge ni dans le vert, par contre un état des lieux de vos comptes s'impose. Ne remettez pas à demain ce que vous pouvez faire aujourd'hui, c'est important. Allez, courage !



## **Balance (23 septembre - 22 octobre)**

Le bon aspect de Neptune et Saturne dans le domaine de votre travail vous apporte une grande clairvoyance. C'est un atout précieux ! De profonds changements de comportement s'opèrent en vous, ce qui vous rend de plus en plus compétent dans votre travail.

Une bonne nouvelle se dessine dans vos finances. Mais une contrariété pourrait en émaner. Peut-être hésitez-vous à vendre un bien immobilier ? Ou peut-être un rival en concurrence avec vous pour un nouveau travail ? Laissez faire le destin.



## **Scorpion (23 octobre - 22 novembre)**

À force de travailler, vous ne voyez plus vos amis ni votre partenaire. De l'irritabilité arrive quand vous songez au travail. Vous pourriez amorcer une nouvelle recherche d'emploi pour changer cette vie. Gardez courage, car vous êtes dans la bonne direction.

Les dépenses vont bon train et vous avez envie d'en faire moins. Mais les charges et le train de vie ne le permettent pas. Pour le moment, vous piochez dans les économies. Il y a un risque de découvert. Cependant, la sérénité continue de vous accompagner.



## **Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)**

Des changements profonds interviennent au sein de votre for intérieur. Ils sont inconscients pour l'instant et ils travaillent en votre faveur. Vous aurez bientôt l'occasion de mettre en pratique vos nouveaux concepts.

De l'argent familial ou venant de votre conjoint pourrait vous aider à mettre en place un de vos projets préférés. Méfiez-vous des belles chimères et prenez vos précautions pour limiter les risques. Jupiter pourrait vous conduire à trop dépenser.



## **Capricorne (21 décembre - 20 janvier)**

Pas vraiment motivé pour partir au travail, vous traînez des pieds, mais une fois sur votre lieu professionnel, votre motivation reprend le dessus. Aujourd'hui, vous pourriez jouer les modestes lorsque certains collègues flatteront votre travail.

Si vous vous fiez à la petite éclaircie, vous risquez de faire fausse route. La situation au niveau du budget n'est pas catastrophique, mais vous ne devez prendre aucun risque, trop d'enjeux en dépendent. Jouez la prévoyance, c'est profitable.



## **Verseau (20 janvier - 19 février)**

Au travail, votre Soleil en milieu du ciel brille de mille feux ! Votre ambition de réussite est très importante, et vous mettez tout en oeuvre pour y parvenir. Vous vous sentez confiant, et vous pourriez même obtenir cette promotion que vous attendiez !

Du fait de votre assiduité et de vos compétences professionnelles, il se pourrait que vous soyez récompensé. Vous pourriez recevoir des primes exceptionnelles, elles seraient bienvenues ! Votre intuition du moment pourrait améliorer votre source de revenus.



## **Poisson (19 février - 21 mars)**

Vous aimez travailler en équipe. La complicité est recherchée, mais vous ne la trouvez pas. Votre poste actuel pourrait vous amener d'amères déceptions. En effet, vous attendez une valorisation qui ne vient pas. De la contrariété flotte dans l'air.

Les achats actuels peuvent concerner plusieurs choses. D'abord les loisirs puis les invitations. Vous multipliez les petites dépenses. Elles restent finalement la cause d'un budget qui explose. Des concessions sont à faire pour garder de la trésorerie.



L'information est l'oxygène des temps modernes

# Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

**853 Malikilé**  
Pourquoi le vaccin AstraZeneca indexe : La réponse d'un professeur allemand  
**Transition malienne**  
Le M5-RFP refusera-t-il la compromission ?

**854 Malikilé**  
Démographie, sécurité et paix : Vers une mutualisation des efforts des acteurs ?  
**Sommet sur le financement des économies africaines**  
Un air de déjà-vu

**855 Malikilé**  
FONDATION FOSTER DE BAWAKO  
"Développement durable et capital humain : Mises en pratiques opérationnelles pour la transition au Mali"  
**Points de presse du M5-RFP**  
Grand Rassemblement le 4 juin en l'honneur de l'indépendance

**856 Malikilé**  
FONDATION FOSTER DE BAWAKO  
21<sup>ème</sup> édition du Forum de Bamako : Plus d'actions pour le président Abdelkader Gassim  
**ÉDITION SPÉCIALE**  
Mali  
Vandalisme, caresses à l'aveugle, trahisons et corruption au sommet de l'État

**857 Malikilé**  
Mali : Situation conflictuelle, mais pas de déstabilisation de la transition  
**Crise au Mali**  
Anticipation d'un gouvernement sur-tout et à grande d'une crise

**858 Malikilé**  
La création d'un Centre de Fusion de Renseignements au nord des débats  
Mali  
Difficultés négociation avec le FICM5-RFP et manifestation à M5-RFP

**859 Malikilé**  
Bah N'DAW aujourd'hui comme IBK hier - Mali, qui dirige la Transition au Mali ?  
Mali  
L'ONU condamne, mais ne sanctionne pas encore

**860 Malikilé**  
Rectification de la transition : La primature au M5-RFP  
**Sommet extraordinaire de la CEDEAO sur le Mali**  
Des zones d'ombre et des confusions

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

# 70 44 22 23